

ministre (M. Trudeau). Cela le laisse froid. Le chômage, la situation économique dans laquelle se trouve le Canada et le désastre auquel nous a menés son gouvernement, tout cela le laisse parfaitement froid. Les gens de Shawinigan sont peut-être contents, mais ce n'est pas le cas dans le reste du Canada.

● (1622)

Les propos tenus par le ministre des Finances montrent bien que la conjoncture canadienne ne le préoccupe pas outre mesure. Il se montre absolument odieux envers les députés de l'opposition et les Canadiens qui osent critiquer la manière tordue dont il dirige l'économie et déplorer que le gouvernement nous ait mis dans pareil pétrin. Pour donner un exemple de la politique du gouvernement, je voudrais citer un discours prononcé le 13 septembre à Calgary par le ministre des Finances, et dont George Bain reprend un passage dans le *Today* d'Ottawa du 20 octobre. Il dit ceci:

Ils (les étrangers) savent que le Canada se sort passablement bien des difficultés économiques mondiales.

Les Canadiens seront heureux d'apprendre qu'ils s'en sentent bien. Les 29,000 chômeurs de Terre-Neuve et les centaines de milliers de Canadiens sans travail seront heureux d'apprendre que le ministre trouve que nous nous comportons comme il faut. La citation continue ainsi:

Mais les Canadiens n'ont pas autant d'enthousiasme... Ils préfèrent geindre.

Ce qui veut dire que tout Canadien qui est mécontent de notre situation économique, du chômage et de la stagnation industrielle, est un geignard. Quiconque ose critiquer ce sacrosaint gouvernement et ce ministre optimiste et content de lui qui nous vient de Shawinigan est un geignard. Pourtant, il y a vraiment de quoi geindre, monsieur l'Orateur. Sur la demie-heure qu'a duré son discours, le ministre a consacré 20 à 25 minutes au Québec. Je croyais qu'il s'agissait d'un débat sur l'économie canadienne, pas seulement sur celle du Québec. C'était un discours de brousse, un discours d'amorçage, qui parlait presque uniquement du Québec et laissait de côté le reste du Canada. Le ministre n'est pas assez intéressé pour répondre à cette résolution qui vise non pas seulement le Québec, mais l'ensemble du Canada.

Le ministre a déclaré qu'au moment où il a succédé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures en tant que ministre de l'Industrie et du Commerce, il a trouvé un dossier dont on ne s'était pas occupé. J'ai pensé qu'il s'agissait du dossier *Featherbed*, mais il s'agissait en fait du dossier *Canadair*. Aucune décision n'avait été prise et le ministre a blâmé son prédécesseur, l'actuel secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ainsi que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) de n'avoir pris aucune décision à propos du dossier *Canadair* alors qu'ils dirigeaient ce ministère. Le ministre a en quelque sorte donné à entendre que ses prédécesseurs n'avaient eu ni son intelligence, ni son audace, ni son cran, ni son sens pratique. Lorsqu'il a trouvé le dossier en question, il s'en est occupé. S'il l'a fait, c'est donc que ses prédécesseurs lui avaient légué un véritable fouillis, mais il a été très injuste de critiquer ainsi ses collègues.

J'en viens aux modifications à la loi de l'impôt sur le revenu, que la Chambre étudie actuellement. Nous avons eu un budget en mars, mais les modifications à la loi de l'impôt ne sont venues qu'il y a trois ou quatre semaines. Et encore, la Chambre n'a pas consacré ces trois ou quatre semaines à les étudier. Ces modifications découlent non seulement du budget

Situation économique

de mars 1977, mais du mini-budget que le ministre n'a pas osé présenter dans les formes, se contentant de les glisser dans l'Adresse en réponse au discours du trône, à la mi-octobre. Le ministre en prend à son aise avec la vérité; vraiment non, il n'a pas de complexes. En tout cas, si les mesures fiscales ne sont pas en discussion depuis quatre semaines, elles n'ont pas fini de faire parler d'elles. De toute façon, ce n'est pas ce bill qui résoudra nos problèmes. La population l'avait déjà compris.

Le ministre a terminé son exposé sur une confiance révélatrice. Il s'est dit enchanté, débordant de joie, jubilant même de ce que, disait-il, la population a enfin compris qu'il ne faut pas trop demander à l'économie. Donc, encore une fois, tout cela est la faute de la population, et pas du gouvernement fédéral. Mais le ministre n'a pas dit que le gouvernement l'avait compris lui-même, qu'il ne faut pas trop demander à notre économie. Donc, à l'en croire, ce n'est pas le gouvernement qui demande trop à l'économie, avec ses énormes déficits, avec ses neuf milliards d'emprunts nouveaux. C'est la population canadienne. En fait, si nous sommes en difficulté c'est que le gouvernement a trop demandé à l'économie, qu'il n'y a pas laissé assez pour que le secteur privé y trouve son avantage. Je ne commenterai pas les autres remarques du ministre, monsieur l'Orateur, et je vais maintenant formuler quelques observations personnelles à propos de la résolution dont la Chambre est saisie.

Avant d'aborder des questions d'ordre plus général, j'aimerais parler des importations. Hier soir, je me suis entretenu avec le ministre de l'Agriculture (M. Whelan). Le gouvernement de la France a adopté une loi ou un règlement pour interdire l'importation en France des peaux de phoque. Il semble que Brigitte Bardot ait tellement d'influence en France qu'en un clin d'œil—sans parler des autres atouts qu'elle a peut-être fait valoir—elle a réussi à faire interdire la fourrure de phoque en France. Si notre gouvernement a un peu de nerf ou d'audace, monsieur l'Orateur, il va interdire l'importation du champagne français, car pour le fabriquer, les Français brutalisent le raisin en l'écrasant avec leurs pieds. Peu importe le motif, nous ne devrions pas laisser, sans réagir, les Français interdire l'importation des peaux de phoque. Je veux parler des Français de France. Je ne voudrais pas que l'on croie que je veuille parler des Canadiens-français du Québec. Si les Français interdisent l'importation des peaux de phoque, interdisons l'importation de leur champagne. Je suis sûr que celui que nous fabriquons dans la péninsule du Niagara est aussi bon. De toute façon, je n'ai jamais aimé personnellement ce truc pétillant.

Nous savons tous que l'industrie canadienne est au seuil d'une période extrêmement difficile. Les fabricants canadiens et l'industrie canadienne sont inquiets de ce qui va se passer à Genève, car ils n'ont pas confiance en notre gouvernement. J'ignore s'ils vont demeurer de cet avis en 1978, car le premier ministre et ses ministres se chargeront de les cajoler, de les louer et de les amadouer pendant quelques mois, assez pour laisser passer les élections, en espérant qu'ils oublieront comment ils ont été traités au cours des dernières années. L'industrie canadienne est inquiète de ce qui se passe à Genève, car elle sait que les négociations sont menées par des champions du libre-échange. Même si elle a présenté des mémoires à la Commission canadienne sur le commerce et les tarifs douaniers, elle sait qu'on ne l'a pas prise au sérieux. Ceux qui